

DANS L'ACTUALITE du 8 au 10 décembre 2015

**Textes officiels**

JORF n° 0286 du 10 décembre 2015

Détermination des critères d'espacement moyen des arrêts et de variation de fréquence de passage des services réguliers de transport public routier urbain de personnes

[Décret n° 2015-1610 du 8 décembre 2015 relatif aux critères d'espacement moyen des arrêts et de variation de la fréquence de passage des services réguliers de transport public routier urbain de personnes](#)

JORF n° 0285 du 9 décembre 2015

Association de l'université Paris-II - Panthéon-Assas à la communauté d'universités et établissements « Sorbonne Universités »

[Décret n° 2015-1594 du 7 décembre 2015 portant association de l'université Paris-II à la communauté d'universités et établissements « Sorbonne Universités »](#)

Modalités d'application des critères de qualification exigés dans le cadre du crédit d'impôt pour la transition énergétique précisés au 2 de l'article 200 quater du code général des impôts

[Arrêté du 1er décembre 2015 relatif aux critères de qualifications requis pour le bénéfice du crédit d'impôt pour la transition énergétique et des avances remboursables sans intérêt destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens](#)

## Jurisprudence

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur un projet de loi pour une République numérique

[CE ass. gén. 3 décembre 2015, avis consultatif sur un projet de loi pour une République numérique, n° 390741](#)

Responsabilité quasi délictuelle : possibilité pour un maître de l'ouvrage d'agir contre le sous-traitant en matière d'exécution de travaux publics.

[CE 7 décembre 2015 commune de Bihorel, req. n° 380419](#)

En ne recueillant pas l'accord de l'État, utilisateur du bien immobilier, lors du transfert de certains droits attachés à la propriété du bien, la commune a privé son co-contractant de toucher les loyers à sa place

[CE 7 décembre 2015 la société nationale immobilière, req. n° 375643](#)

Recours contre une sentence arbitrale internationale relative à un contrat : compétence de la juridiction administrative ?

[CE 3 décembre 2015 société Fosmax, req. n° 388806](#)

Application de la jurisprudence « Tarn-et-Garonne » à une convention d'occupation du domaine public

[CE 2 décembre 2015 École centrale de Lyon, req. n° 386979](#)

L'organisation de concertation supplémentaire n'entache pas d'illégalité la procédure d'adoption du PLU

[CE 25 novembre 2015 commune de Cazedarnes, req. n° 372659](#)

Lotissements : autorisations d'utilisation des sols diverses

[CAA Marseille du 27 novembre 2015 SCI de la Tramontane, la société anonyme Rocasud et la société par actions simplifiées Alexanie, req. n° 14MA02162](#)

## Vu par ailleurs

Contrat public

### Dix mesures pour rendre la commande publique plus durable

[En pleine COP 21 et au lendemain de la concertation publique sur le projet de décret relatif aux marchés publics, les avocats Nicolas Charrel et Thomas Gaspar font dix propositions pour traduire rapidement dans le droit de la commande publique les objectifs du développement durable.](#)

Source : le Moniteur du 09/12/2015

Réforme des marchés publics : « L'accès des TPE n'est pas tout à fait assuré », Sabine Basili, vice-présidente de la Capeb

[La Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment \(Capeb\) a réagi sur le projet de décret relatif aux marchés publics le 4 décembre, date de clôture de la consultation publique sur le texte. Sa vice-présidente chargée des affaires économiques, Sabine Basili alerte sur les dispositions qui contreviennent à l'objectif gouvernemental de favoriser l'accès des TPE aux marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 08/12/2015

Urbanisme

Foncièrement Quartier : bientôt 22 opérations de restructuration commerciale dans les quartiers

[Foncièrement Quartier, la société d'investissement de la Caisse des Dépôts et d'Epareca spécialisée dans la restructuration des centres commerciaux de proximité des quartiers, tient ses promesses : 13 opérations sont en cours pour un montant total de 11 millions d'euros et 22 le seront en 2016.](#)

Source : localtis.info du 10/12/2015

La Société du Grand Paris veut faire profiter les quartiers du dynamisme des futures gares

[La Société du Grand Paris a signé le 3 décembre trois conventions de partenariat avec Epareca, l'Anru et Séquano Aménagement. Objectif : coordonner ses actions avec celles de ces établissements, en particulier autour des gares du Grand Paris Express.](#)

Source : localtis.info du 09/12/2015

Quartiers d'affaires du Grand Paris : un rééquilibrage possible avec la métropole ?

[L'essentiel du parc de bureaux du Grand Paris se situe à Paris et dans les Hauts-de-Seine, d'après une cartographie de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme \(IAU\) de la région Ile-de-France publiée le 2 décembre. La mise en place de la métropole du Grand Paris, prévue le 1er janvier 2016, devrait permettre de rééquilibrer l'ensemble.](#)

Source : localtis.info du 08/12/2015

Le décret sur les servitudes d'utilité publique en tréfonds à la rescousse du Grand Paris Express

[Pris pour faciliter la partie enterrée du chantier d'infrastructures du Grand Paris, le décret du 2 décembre 2015 détermine les modalités d'occupation du sous-sol pour les besoins du transport public ferroviaire ou guidé.](#)

Source : le Moniteur du 07/12/2015

Des sénateurs proposent d'intensifier la simplification des normes d'urbanisme et de construction

[La proposition de résolution déposée le 25 novembre par Jean-Marie Bockel, sénateur UDI du Haut-Rhin a pour objectif de limiter le poids de la réglementation applicable aux collectivités territoriales.](#)

Source : le Moniteur du 07/12/2015

Environnement

### Un arrêté du 1er décembre simplifie les critères d'obtention du RGE

Les entreprises du bâtiment et artisans qui demandaient aux pouvoirs publics une simplification de procédure pour l'obtention du signe de qualité RGE (Reconnu garant de l'environnement) ont été entendus. Un arrêté du 1er décembre publié au JO le 9 vient assouplir et simplifier certains critères. Il entrera en vigueur dès le 1er janvier.

Source : le Moniteur du 09/12/2015

### Projet de loi biodiversité : adoption prévue avant l'été

Lors d'une conférence organisée avec Hubert Reeves « Des étoiles, au climat et à la biodiversité », Ségolène Royal a indiqué que le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages serait examiné par le Sénat à la mi-janvier pour une adoption définitive avant l'été.

Source : le Moniteur du 09/12/2015

### La Caisse des Dépôts présente ses solutions pour "la ville durable"

Le Groupe, qui entend consacrer 15 milliards d'euros à la transition énergétique d'ici deux ans, a inauguré son stand dédié à la "ville durable", dans l'espace Générations climat de la COP 21. Une vitrine du savoir-faire français en matière de développement durable aussi bien pour l'international que pour les collectivités françaises. Symbole de cette vitrine : le projet Astainable, une modélisation en 3D de la capitale kazakhe dans laquelle sont reproduites pas moins de 460 solutions "made in France"...

Source : localtis.info du 08/12/2015

Collectivités territoriales

### Interco : pluie d'avis négatifs sur les schémas des préfets

Les premières copies préfectorales des schémas de coopération intercommunale ont déjà commencé à recevoir des avis négatifs de la part des communes et des EPCI, notamment dans les territoires ruraux.

Source : la gazette des communes du 10/12/2015

## Participation des habitants : les conseils citoyens changeront-ils la donne ?

[Mesure phare du pilier "participation" de la loi Lamy, les conseils citoyens sont encore en cours d'installation dans la majorité des quartiers prioritaires. Les habitants pourront-ils raccrocher les wagons des contrats de ville, qui seront bientôt signés un peu partout ? Périmètre, désignation des membres, rôle des conseils et relations avec la commune... Panorama des questions que se posent les élus pour tenter de se saisir de cet "ovni institutionnel".](#)

Source : localtis.info du 09/12/2015

## Transport

### Téléphériques urbains : après l'ordonnance, le décret

[Suite à la publication de l'ordonnance du 18 novembre 2015 sur les transports urbains par câble, c'est au tour d'un décret de prendre l'ascension pour lever les difficultés liées aux règles de survol des terrains privés.](#)

Source : localtis.info du 09/12/2015

## Projet de loi pour une République numérique

### Une République numérique

[Le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique et la secrétaire d'État chargée du numérique ont présenté un projet de loi pour une République numérique.](#)

Source : compte-rendu du Conseil des ministres du 09/12/2015

### Le projet de loi Lemaire aux portes du Parlement

[Le texte de la secrétaire d'Etat en charge du Numérique a été présenté en Conseil des ministres mercredi 9 décembre. Son examen devrait débiter à partir du 19 janvier. Il est le fruit d'un long parcours tourmenté, jusqu'à l'avis du Conseil d'Etat, mais innovant. Et les lobbyistes n'ont pas dit leur dernier mot.](#)

Source : la gazette des communes du 09/12/2015

## **Vu dans les revues**

Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5846 du 11 décembre 2015 p.92, *Permis de construire modificatif : le juge instille une dose de souplesse – Des modifications portant sur l'implantation, les dimensions ou l'apparence du projet sont admises*, par Julie Mendès-Béteille

La Lettre du cadre territorial n° 493 – décembre 2015 p.60, *Critères de sélection : l'administration est liée... par ses propres règles*, par Etienne Colson

## **Presse**

L'open data au service de la transition énergétique en Ile-de-France

[Réduire de 3,7 gigatonnes les émissions annuelles de CO2 dans les zones urbaines d'ici à 2030, et atteindre 100 % d'énergies renouvelables en 2050 : tel est l'engagement pris vendredi 4 décembre par les maires de 700 villes du monde entier réunis à Paris.](#)

Source : le Monde du 08/12/2015